

L'imaginaire radical : le contrat social, VOX centre de l'image contemporaine, Montréal

Dominique Sirois-Rouleau

Numéro 95, hiver 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/89955ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les éditions esse

ISSN

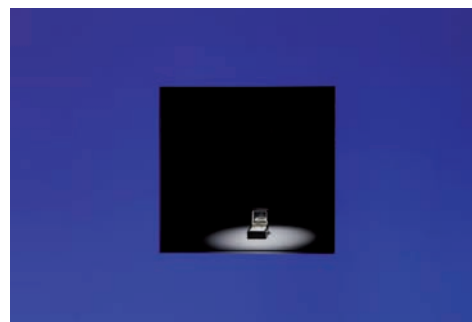
0831-859X (imprimé)

1929-3577 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Sirois-Rouleau, D. (2019). Compte rendu de [L'imaginaire radical : le contrat social, VOX centre de l'image contemporaine, Montréal]. *esse arts + opinions*, (95), 108-109.



L'imaginaire radical : le contrat social, vues d'exposition, VOX centre de l'image contemporaine, Montréal, 2018.

Photos: Michel Brunelle

L'imaginaire radical : le contrat social

VOX initie avec *L'imaginaire radical : le contrat social* une série d'expositions sur le thème de l'institution. Comprise au sens large comme un système ou un ensemble de procédures qui structure le monde et ses transformations, la thématique institutionnelle est abordée ici sous l'angle juridique. Les artistes s'approprient et manipulent les concepts et les méthodes judiciaires afin d'exposer les failles et la résilience du droit.

Les propositions de John Boyle-Singfield et de Jill Magid offrent un regard à la fois poétique et décapant sur la propriété intellectuelle et les usages de l'art. Boyle-Singfield reconstitue le documentaire *Baraka* (Ron Fricke, 1992) à partir des banques d'image payantes. En opposant l'expérience contemplative et gratuite du monde à l'appropriation mercantile de la représentation du patrimoine humain, l'artiste engage une réflexion sur les incohérences du droit d'usage et de propriété exclusif de l'héritage universel que le projet *The Barragàn Archives* (depuis 2013) met à l'épreuve avec une délicieuse touche romantique. Magid tente de dénouer la privatisation de la propriété intellectuelle de l'ensemble de l'œuvre de Luis Barragàn en offrant en échange du droit d'usage public des archives une bague faite de cendres du célèbre architecte. Magnifiée par sa mise en scène dramatique, cette bague manifeste, avec la série de copie des œuvres de Barragàn, la disparition prévisible d'une œuvre légendaire sous la chape du droit initialement conçu pour la protéger.

Les jeux de discours et les procédures juridiques se prêtent aux détournements et révélations ironiques de Carey Young et du collectif Agence. Souvent absurde aux yeux du néophyte, la rhétorique légale est mise par Young au service du dispositif artistique. Le jeu de l'art s'amalgame à l'autorité du droit pour délimiter l'espace et encourager une expérience ludique du champ lexical judiciaire. À titre d'archive des « choses » issues de controverses légales, Agence

laisse plutôt les incongruités du monde juridique s'exprimer sans filtre. L'installation de bancs autour de l'immense toile *Mount Whymper* peinte par John Hawley intègre aussi un bref compte rendu du procès opposant les droits de l'auteur à ceux du propriétaire du tableau. Cette mise en scène sobre concentre l'attention sur les notions d'auteur et de propriété, mais également sur les valeurs véhiculées par le droit notamment évoquées dans la vidéo de Carlos Amorales. En invitant différents intervenants à – comme le titre de l'œuvre l'indique – *Supprimer, modifier, préserver* (2012) des articles du Code civil français, l'artiste démontre la fragilité et la subtilité des lois qui balisent nos existences.

Le film documentaire de Milo Rau investigate enfin l'institution juridique en créant un tribunal où se présenteront les principaux protagonistes de la guerre civile congolaise toujours rampante dans plusieurs régions du pays. L'artiste s'empare des codes de l'autorité pénale pour traiter les faillites d'une économie mondialisée et défendre les droits de citoyens abandonnés par la communauté internationale. *Tribunal sur le Congo* (2017) interroge avec acuité le rôle de l'État et du droit dans la société civile et clôt en ce sens l'exposition sur une note intensément humaine.

Dominique Sirois-Rouleau

**VOX centre de l'image
contemporaine**, Montréal,
du 13 septembre
au 15 décembre 2018

